

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2473>

La Syrie soupçonnée dans un attentat au Liban

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : vendredi 8 septembre 2006

Spyworld Actu

Les opposants anti-syriens s'inquiètent après l'explosion d'une bombe mardi au sud de Beyrouth.

LE LIBAN se remet à peine d'une offensive israélienne dévastatrice de 34 jours qu'il replonge avec inquiétude dans la psychose des attentats qui a marqué toute l'année 2005.

Une charge placée sur le bas-côté de la route du littoral, au sud de Beyrouth, a explosé mardi au passage du convoi de deux voitures du lieutenant-colonel Samir Chéhadé. L'officier a été blessé, ainsi que deux personnes de son escorte, tandis que quatre de ses gardes du corps ont été tués. La cible est le numéro deux de la section du renseignement des Forces de sécurité intérieure et il a été très actif dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, le 14 février 2005.

Mais aussi dans celles qui ont porté sur la série d'attentats visant des personnalités anti-syriennes entre octobre 2004 et décembre 2005. Le dernier en date a coûté la vie au député et patron de presse Gebrane Tuéni. Une autre série d'attentats vise parallèlement depuis plus longtemps des cibles du bord politique opposé : le plus récent a tué le 26 mai dernier, à Saïda, un responsable politique du Djihad islamique palestinien, proche de l'Iran et de la Syrie ainsi que son frère. Un engin explosif avait été placé sous leur voiture.

Le lieutenant-colonel Chéhadé a notamment procédé à l'arrestation, à la fin septembre 2005, des quatre généraux libanais soupçonnés dans l'affaire Hariri. Il avait déjà fait l'objet de menaces et d'une tentative d'intimidation, selon le ministre de l'Intérieur par intérim, Ahmad Fatfat.

Des services de sécurité libanais inféodés

L'attentat dont il a été victime intervient à quelques jours de la publication du rapport d'étape du chef de la commission internationale sur l'affaire Hariri dirigée par le magistrat belge Serge Brammertz. De précédents rapports avaient conclu à l'implication des services de sécurité syriens et des services libanais qui leur étaient inféodés. Ce que Damas a toujours nié.

Ces éléments suffisent aux yeux de la coalition anti-syrienne baptisée « Forces du 14 mars » pour pointer un doigt accusateur vers la Syrie. « Cette tentative d'assassinat marque le début de l'exécution des menaces de destruction du Liban », dénonce dans un communiqué le chef druze Walid Joublatt, l'un des ténors de ce mouvement. Il fait référence à un discours qu'il considère comme un « appel au meurtre, prononcé en août par le président syrien Bachar el-Assad, qui avait accusé les « Forces du 14 mars » de trahison et tenté de récupérer la « victoire » du Hezbollah à son profit. L'éditorialiste du quotidien L'Orient-Le Jour, proche du 14 mars, estime quand à lui qu'il s'agit d'une nouvelle « déclaration de guerre ».

« Cet attentat vise à saboter la création d'un tribunal international sur l'assassinat de Rafic Hariri et à intimider le gouvernement libanais », a déclaré de son côté Farès Souheid, l'un des membres du « comité de suivi du 14 mars ». Les autorités libanaises ont, hier, accueilli le conseiller juridique du secrétaire général de l'ONU, Nicolas Michel, en visite à Beyrouth pour discuter de la création de ce tribunal.

La lecture « politique » donnée par les Forces du 14 mars à propos de l'attentat de mardi est en revanche dénoncée par leurs opposants qui, tout en dénonçant le crime, insistent pour « donner du temps à l'enquête ».

La Syrie soupçonnée dans un attentat au Liban

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/liban/200609...>